



N° 1

Avril 2019

ACCENTS.

Bulletin d'information du Parti Evangélique

UN MERCI TONITRUANT !



Image: Anil Zaugg

Sous la devise « Pour des valeurs qui comptent, durablement », plus de 600 invités enthousiastes ont fêté début mars au Gurten à Berne le 100^{ème} anniversaire du PEV Suisse. Le Conseiller fédéral Ignazio Cassis et d'autres intervenants issus du monde politique et religieux ont fait honneur au PEV et à sa politique basée sur les valeurs, en soulignant l'importance de leur apport pour notre pays. La présidente de parti Marianne Streiff a adressé un « énorme merci » à tous ceux qui, jusqu'à aujourd'hui, se sont engagés de tout cœur et avec passion pour le PEV en tant qu'élus, cadres, membres, donateurs ou intercesseurs.

PP

3001 Bern
Post CH AB

Le Conseiller fédéral Ignazio Cassis a honoré le PEV en tant que parti calme, mais pas silencieux. « Ils peuvent tout à fait se faire entendre, lorsqu'ils ont quelque chose à dire », a déclaré le Conseiller fédéral. « Avec les valeurs qu'il défend, ce parti apporte une contribution précieuse à notre pays fortement influencé par le christianisme ! ». Malgré toutes les prévisions pessimistes, le PEV est, depuis sa création, représenté au Conseil national de manière quasiment ininterrompue par deux voire trois conseillers nationaux. Le « Parti Evangélique de Suisse », PEV, fut fondé en 1919 en tant que mouvement politique « souhaitant s'engager pour le bien de la population grâce aux valeurs chrétiennes, un parti du centre avec l'objectif de construire des ponts au-dessus des fossés sociétaux » a souligné la Présidente de parti Marianne

Streiff lors de son allocution en expliquant les motivations des pères fondateurs. Dès le début, ceux-ci se sont sentis appelés à avoir une politique sociale clairement basée sur les valeurs chrétiennes et à protéger l'environnement. Ainsi, le parti a, par exemple, requis 25 ans avant leur introduction, des bases constitutionnelles pour l'AVS et a, au moyen d'un postulat, permis de poser en 1944 déjà les bases pour la protection des eaux en Suisse. « Par notre politique, nous recherchons la justice, la durabilité, la dignité humaine, la confiance, l'espérance, la responsabilité, la transparence et le respect. Et très important, la crédibilité », a souligné Marianne Streiff. « Le PEV recherche, indépendamment de tous les courants et se basant sur les valeurs chrétiennes, la meilleure solution pour le bien commun, les êtres hu-

mans et l'environnement », a-t-elle encore accentué. Le nouveau film de promotion du PEV Suisse « Par passion pour l'humain et pour l'environnement » a ouvert les festivités. Une présentation animée a conduit les invités dans les 100 ans d'histoire du PEV. Le Président de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse, Gottfried Locher, le Président de groupe PDC, Filippo Lombardi, et le secrétaire général de la Conférence des évêques suisses, Erwin Tanner, ont également adressé quelques mots aux invités. Au cours d'une table ronde, les anciens élus et les élus actuels ont partagé quelques anecdotes du quotidien en politique. Par vidéo, des conseillers nationaux de tous les groupes ont salué l'apport important du PEV en Suisse. Le *jevp a conduit un quiz interactif et a recueilli des sujets de prière pour le futur du PEV.



Par passion pour l'humain...

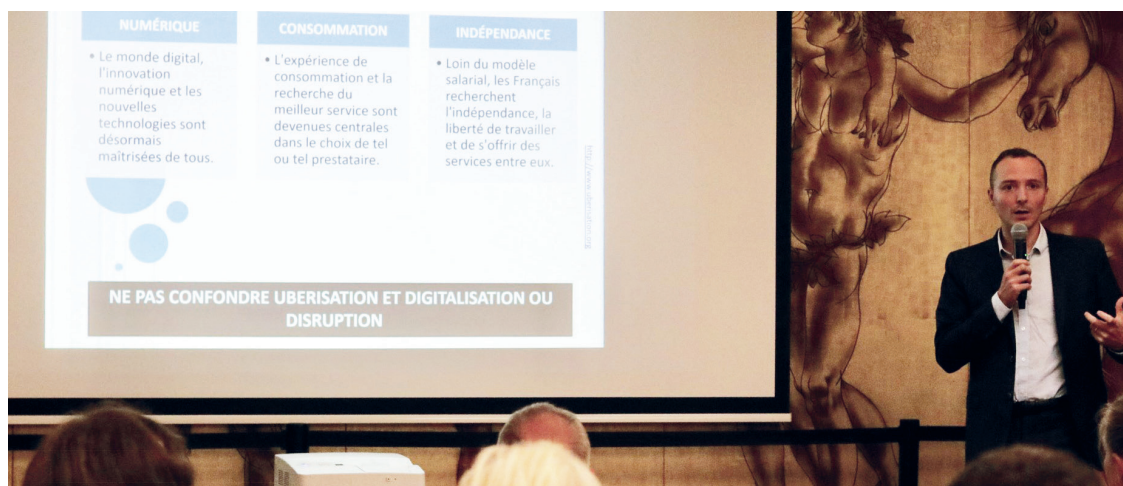
Quand j'ai annoncé au travail ma candidature pour le Conseil national, mon chef m'a répondu : « J'admire que tu t'engages avec autant de passion ! ». Notre slogan cité en titre parle de cette envie viscérale de léguer à nos enfants un monde plus juste, plus empathique et plus durable. Mais en quoi cette passion constitue-t-elle notre « signature PEV » ?

En latin, « passio » signifie être d'accord de souffrir pour une récompense ultérieure et durable. Le calvaire du Christ qui culmine à Pâques en est l'exemple parfait et plein d'autres exemples bibliques l'illustrent également. S'engager avec humilité et avec une vision à long terme, sans se décourager en cas de revers, est essentiel pour la réussite politique de nos valeurs. Partout en Suisse, je vois que le PEV mobilise aujourd'hui des citoyens Passionnés, Engagés et Visionnaires qui mettent simplement en pratique leur foi, jour après jour, aux niveaux communal, cantonal et fédéral. Je suis persuadé que nos concitoyens, comme mon chef, seront réceptifs à notre engagement, à notre vision et à notre passion pour l'humain et pour l'environnement !

FRANÇOIS BACHMANN
PENTHALAZ (VD)
francois.bachmann@pev-va.ch

MON BOULOT ET MOI : PERSPECTIVES 2020

Métro, boulot, dodo c'était le mode de vie qui prévalait pour beaucoup de personnes actives au XX^e siècle. Après l'école obligatoire, on entamait un apprentissage ou une formation supérieure à l'issue desquels on entrait au service d'un employeur que l'on quittait après de nombreuses années de service, jusqu'à 50 ans plus tard.



Conférence de Grégoire Leclercq à Lausanne le 13 octobre 2018

Mais vers la fin de ce siècle, les choses ont commencé à changer. La pression sur les prix de revient a fait son apparition. On a commencé à faire des économies un peu partout. L'amélioration de la rentabilité est devenue un objectif incontournable, avec son lot de licenciements et de délocalisations. Les attentes de la part du personnel ont été grandissantes... et le nombre d'épuisements professionnels également.

Elles permettent une réduction des coûts de revient notamment grâce à une mutualisation des frais de gestion administrative. Toutefois des problèmes se font également jour. Il se crée une disparité de traitement social et fiscal entre salariés et indépendants. Les uns et les autres doivent supporter des charges différentes mais sont aussi soumis à des différences de protection sociale. De plus, le système a perdu sa stabilité et peut s'écrouler en une nuit sans

nature de ces activités. Et personne n'y échappe. La manière dont ces changements opèrent peut être un peu différente selon que l'on vit dans le Bassin Lémanique, sur le Plateau ou dans l'Arc Jurassien. Mais au bout du compte nous

« Défendons les valeurs chrétiennes – construisons un avenir de valeurs ! »

Florian Baier, Petit-Lancy (GE)

Ce n'était toutefois pas le bout du chemin. Depuis le début de ce millénaire, de nouvelles transformations du monde du travail se sont fait jour avec l'apparition de nouvelles technologies, essentiellement numériques, qui modifient la nature des relations entre clients et fournisseurs, entre employeurs et employés. Des plateformes informatiques d'offre et de demande de marchandises et de services apparaissent sur une base « donneur d'ordre – prestataire indépendant ».

aucune compensation pour les prestataires indépendants. De leur côté, les employés voient également leur mode de vie changer. Ils ne sont plus engagés que pour des tâches extrêmement pointues, pour des périodes courtes et rarement à plein temps. Conséquence, ils doivent/peuvent exercer plusieurs activités, parfois très différentes, en parallèle. Cela se répercute également sur le temps à disposition pour les activités bénévoles et pour les loisirs, de même que sur la

sommes tous touchés. C'est la raison pour laquelle, le 13 octobre dernier, le PEV Romandie a organisé à Lausanne une conférence-débat avec Grégoire Leclercq, président de l'Observatoire français de l'ubérisation, qui nous a ouvert les yeux sur toutes ces nouveautés qui ne sont pas pour demain mais qui sont déjà bien actuelles et qui touchent tous les domaines de notre vie, peut-être sans que nous ne nous en rendions vraiment compte.



Cela a aussi été l'occasion de réfléchir à des réactions politiques face à cette situation :

- conscientiser la population : c'est une évolution actuelle, pas pour 2030
- faire admettre la réalité du problème par les dirigeants politiques : non, tout ne va pas bien comme d'habitude ; il faut agir
- valoriser l'économie et les modes de consommation collaboratifs
- promouvoir une éthique environnementale
- casser la peur de la transition numérique en proposant des

« actifs ».

- assurer une formation des jeunes qui soit en phase avec les nouvelles technologies et le nouveau modèle social, et non pas avec des pratiques professionnelles d'il y a 20 ans ; leur formation devrait être prise en charge par des gens qui sont à jour avec l'évolution de la société.
- veiller à la formation continue ou à la reconversion des gens qui sont déjà dans le monde du travail, pour que, avec l'âge, ils ne se retrouvent pas au bord de la route.

Cette première présentation a

qu'il couvre transversalement les quatre thèmes principaux du PEV en cette année jubilaire et électorale 2019 :

- Les transformations sociales.
- L'éthique dans le monde du travail, afin que les profits soient équitablement répartis sur toute la chaîne de création de la valeur.
- L'exploitation dans le monde du travail, afin d'éviter les pressions exercées sur les employés et prestataires qui sont trop souvent pieds et poings liés à la merci des employeurs et donneurs d'ordres.
- L'exclusion dans le monde du travail : Les personnes insuffisamment ou mal formées font



« Les jeunes se mobilisent pour le climat. Les générations précédentes peuvent contribuer à la cause environnementale en leur transmettant des habitudes, connaissances et savoir-faire ancestraux, respectueux de la nature et souvent oubliés. »

Valérie Oppliger, Tramelan (BE)

solutions :

- revoir le système social et fiscal ainsi que le droit du travail. L'idée est de remplacer les notions de « salariés » et d'« indépendants » par une notion d'

interpelé plus d'un responsable du PEV en Romandie et, donc, ne vous étonnez pas de voir resurgir cette thématique à l'occasion ou à une autre dans vos cantons. Ce thème est effectivement d'autant plus pertinent

de moins en moins l'objet de pitié et se retrouvent rapidement au chômage ou à l'aide sociale. Cela est particulièrement le cas pour ceux qui n'ont pas profité d'une formation continue voire d'une reconversion prenant en

Les nouveaux acteurs de L'ECONOMIE NUMERIQUE

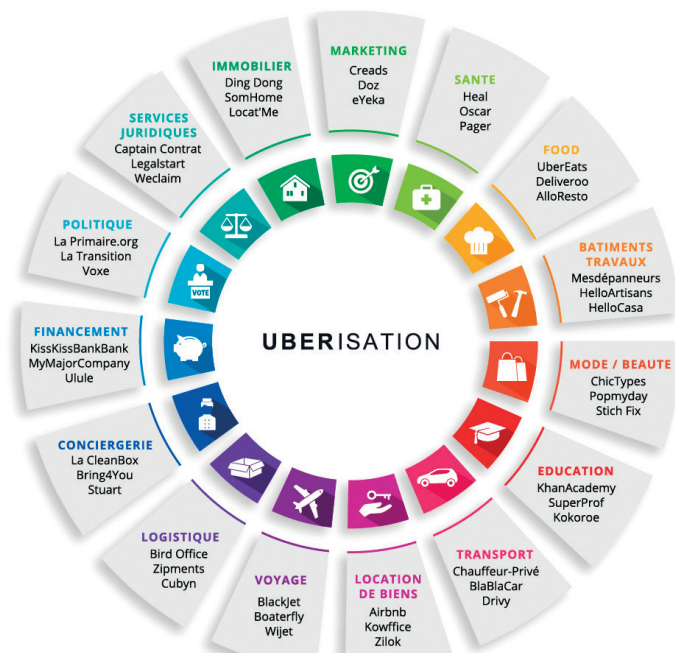


Image: www.uberisation.org

Les nouvelles technologies prennent leur place dans tous les domaines de la société.

CONTACT

Bienne
www.pev-bienne.ch
info@pev-bienne.ch
 Silas Liechti
 079 511 83 69

Fribourg romand
www.evppev-fr.ch/fr/actuel/romandie@evppev.ch
 Philippe Siraut
 079 435 80 82

Genève
www.pev-ge.ch
info@pev-ge.ch
 Margarita Meier
 076 273 10 79

Jura
www.pev-ju.ch
info@pev-ju.ch
 Philippe Siraut
 079 435 80 82

Jura bernois
www.pevjb.ch
info@pevjb.ch
 Valérie Oppliger
 079 334 15 02

Neuchâtel
www.pev-ne.ch
romandie@evppev.ch
 Philippe Siraut
 079 435 80 82

Valais
www.pev-vs.ch
romandie@evppev.ch
 Philippe Siraut
 079 435 80 82

Vaud
www.pev-vd.ch
info@pev-vd.ch
 François Bachmann
 079 668 69 46

compte les nouvelles technologies. Le défi est particulièrement difficile à relever pour les aînés qui se retrouvent hors-jeu. Voilà qui nous donne de quoi réfléchir « Par passion pour l'humain. Pour la justice et la dignité humaine ».

PHILIPPE SIRAUT, DELEMONT (JU)
romandie@evppev.ch

Un premier pas pour le petit poucet du PEV

Des valeurs qui donnent des repères dans une société plus solidaire et une éthique qui prend en compte les intérêts fondamentaux de la société, c'est sur cette base que Silvio Mittempergher fonde son action en tant que maire de la commune de Châtillon dans le canton du Jura. Une prise de fonction qui a marqué les esprits dans son canton, pour un représentant du plus récent et du plus petit des partis cantonaux du PEV.



Silvio Mittempergher, 51 ans, Marié, 6 enfants, 4 petits-enfants. Si ce n'est trois ans dans le canton de Neuchâtel, Silvio a toujours vécu au Jura. Il possède une maîtrise fédérale d'horticulteur-paysagiste. Depuis 2018, il est maire de sa commune, élu sous l'étiquette du PEV-JU.

De quand date ton intérêt pour la politique ?

C'est vers l'âge de 20 ans que je me suis intéressé au monde de politique qui m'entourait. J'étais parfois révolté de ce qui se faisait dans ce domaine aussi bien aux niveaux international que national. J'avais envie de « changer le monde ». Mais le fait d'avoir très vite des enfants puis une entreprise de paysagisme ne m'a pas laissé l'occasion ni surtout le temps de me consacrer à une activité politique.

Depuis quelques années, étant devenu employé et les enfants ayant grandi, une possibilité s'est offerte de rejoindre le PEV. Son programme et sa position au centre de l'échiquier politique m'ont séduit. C'est sous ses couleurs que j'ai brigué le poste de conseiller communal, puis de maire de ma commune.

Comment vis-tu le fait d'être le premier maire PEV d'une petite commune de Roman-

die? Et comment fais-tu pour assumer un mandat politique en parallèle avec une carrière professionnelle ?

Cette élection d'un maire PEV dans le Jura n'est pas passée inaperçue dans les médias locaux. Evidemment, vu la grandeur de la commune (~480 habitants) et n'étant pas encore retraité, c'est une fonction que j'exerce à côté de mon travail (à 100%). Autant dire que cela n'est pas toujours facile de concilier les deux choses, mais mon employeur m'accorde sa compréhension et me permet de me libérer lorsque c'est nécessaire. Pour ce qui est des actions politiques, j'ai surtout participé à certaines activités de propagande pour ou contre certaines initiatives, en association avec d'autres partis ou institutions. Ma fonction de maire me permet également de réseauter avec beaucoup d'autorités publiques cantonales et communales.

Début 2018, la cérémonie festive à l'occasion de la nomination d'une ressortissante de mon village (Anne Froidevaux) au poste de Présidente du Parlement jurassien a été l'occasion d'un grand bain de foule avec tous les politiciens du Parlement et du Gouvernement jurassien.

Qu'apprécies-tu particulièrement dans ton activité politique au sein du PEV ?

En tant que petit parti sans élu au niveau cantonal, il est difficile pour le PEV-JU d'avoir de la visibilité ou de se faire entendre. Pour cette raison, je n'ai pas encore pu pleinement défendre nos valeurs à grande échelle, si ce n'est dans des prises de positions lors de votations ou de consultations. En tant que membre du comité de l'Ag-

glomération delémontaine et de divers syndicats intercommunaux, des opportunités se présentent quand même à moi. Des activités communes avec d'autres partis sont aussi des occasions de se frotter à leurs opinions.

Qu'aimerais-tu le plus voir se réaliser à Châtillon, dans le Jura, en Suisse ?

Je rêve d'une société plus solidaire au niveau du partage des ressources, du mélange intergénérationnel, d'un commerce plus régional et d'une lutte contre le gaspillage et le consumérisme.

D'après toi, quels sont les défis les plus importants auxquels notre société est confrontée de nos jours ?

La perte de repères fondés sur les bases du christianisme m'inquiète fortement. Elle

génère confusion, matérialisme et perte de sens pour bien des gens. Nous devenons des choses animées, sans but, sans norme, si ce n'est d'essayer d'être le mieux possible dans notre peau.

Solidarité, modération, intérêt général, respect des autres, des biens et de l'environnement sont autant de thèmes que le PEV et moi partageons et voudrions faire partager à notre population.

Un dernier coup de cœur que tu aimerais nous partager ?

Trop d'intérêts personnels ou de lobbies faussent les décisions. Pour ma part, je souhaite pouvoir rester juste et avoir une vision politique durable et respectueuse.

INTERVIEW: PHILIPPE SIRAUT
romandie@evppev.ch



Discours de bienvenue à la nouvelle Présidente du Parlement

Image: mäd

RÉFORME DES PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES, FRANCHISES DES CAISSES MALADIE ET RÉDUCTION DU C02

L'ordre du jour de la session de printemps couvrait entre autres des thèmes comme les allocations familiales, le révision de l'AI, l'huile de palme ou les franchises des caisses maladie.

Les parents qui font garder leurs enfants doivent à l'avenir pouvoir déduire jusqu'à 25'000 francs de frais effectifs de leur revenu imposable à l'IFD. Aujourd'hui, ce montant est de 10'100 francs. Avec la majorité du Conseil national, nous, représentants du PEV, avons accepté ces déductions plus élevées pour les frais de garde d'enfants. Avec 131 voix contre 48 et 14 abstentions, le conseil a suivi sa commission économique et le Conseil fédéral. En plus des déductions plus importantes pour les coûts de garde d'enfants, la déduction pour enfants pour tous les modèles familiaux doit être relevée de 6'500 francs à 10'000 francs, comme cela a été proposé par notre groupe. Cette proposition a trouvé une petite majorité. Le dossier va au Conseil des Etats.

Allocations familiales

Le Conseil national souhaite combler les lacunes en matière d'allocations familiales. Les mères célibataires au chômage devraient désormais avoir le droit d'obtenir des allocations familiales en plus de l'allocation de maternité. Le Conseil national a suivi le Conseil fédéral sur tous les points et a adopté la révision de la loi fédérale sur les allocations familiales lors de la votation globale sans aucune voix contre. Ces modifications sont basées sur des interventions parlementaires. La deuxième modification concerne les allocations de formation. Celles-ci devraient à l'avenir être attribuées dès 15 ans. Aujourd'hui l'âge minimum est de 16 ans. Enfin, le Conseil national, tout comme le Conseil fédéral, souhaite



Frais de garde d'enfants: jusqu' à 25'000 francs de déduction à l'IFD

créer une base légale pour les subventions à des organisations familiales. Le Conseil des Etats doit désormais délibérer sur ce dossier.

Révision de l'AI

Durant deux jours de la première semaine de session, le Conseil national a débuté l'examen parlementaire du « développement continu de l'AI ». Le Conseil national a salué la ligne directrice de la révision la plus récente de l'AI, orientée sur l'intégration des jeunes et des personnes souffrant de troubles mentaux. Au cours de cette session, les premières décisions ont été prises. Les mesures visent avant tout à prendre en charge plus rapidement les personnes concernées.

Il s'agit de l'argent destiné aux enfants de rentiers AI, appelé aujourd'hui «rente pour enfant» et à l'avenir «allocation parentale». L'allocation doit être baissée de 40 à 30 pourcents de la rente. Nous avons tenté en vain d'empêcher ce projet. Malheureusement, l'UDC et

le PLR ainsi que la majorité des partis du centre ont soutenu cette réduction. Nous, PEV, nous sommes opposés à cette réduction. Nous considérons les baisses de rentes demandées comme une démonstration superflue de puissance face aux plus faibles. Aujourd'hui déjà, il existe une réglementation empêchant que cela ne devienne une sur-assurance. Le Conseiller fédéral Alain Berset s'est également exprimé afin de conserver sur ce point la législation actuelle. Si les rentes pour

enfants sont réduites, la Confédération estime que les prestations complémentaires augmenteront de 47 millions de francs. De plus, le Conseil fédéral est en train d'analyser le système de rentes pour enfants. Toutefois, le Conseil national a décidé de ne pas attendre les résultats de cette analyse. Par 106 voix contre 66 et 10 abstentions, le Conseil national a adopté les réductions demandées.

Des jeunes avec des handicaps

Le Conseil national a, à une



Les deux chambres se sont mises d'accord sur une réforme des prestations complémentaires

Images: pixabay.com

toute petite majorité, 92 voix contre 91, décidé que le Conseil fédéral devait conserver la possibilité légale de raccourcir la durée de la formation professionnelle des jeunes ayant des handicaps. Le dossier va au Conseil des Etats. INSOS Suisse, l'Association faîtière nationale des institutions pour personnes avec handicap, présidée par Marianne Streiff, met tout en œuvre afin que le Conseil des Etats corrige cette décision lors des débats sur la LAI et qu'il s'exprime en faveur d'une formation professionnelle de deux ans. En effet, pour les jeunes avec handicap, une année de formation est insuffisante. Ce n'est qu'avec une formation de deux ans qu'ils ont une chance de pouvoir intégrer, plus tard, une formation avec attestation fédérale et de prendre pied dans le monde du travail.

Réforme des prestations complémentaires

Les deux chambres se sont mises d'accord sur une réforme des prestations complémentaires. Après le Conseil des Etats, le Conseil national a également accepté les demandes de la conférence de conciliation. Cette réforme vise à optimiser le système des prestations complémentaires et de supprimer les mauvaises incitations. Le niveau de prestation doit globalement être conservé et le capital épargne de la prévoyance professionnelle obligatoire être mieux protégé.

Les mesures les plus importantes de la réforme sont l'augmentation des maximums de loyers, une meilleure prise en compte de la fortune, une nouvelle réglementation pour les besoins vitaux des enfants, une prise en compte plus sérieuse du revenu du conjoint ainsi que des mesures dans le cadre du 2ème pilier pour les chô-



Rapport sur les technologies permettant la réduction du CO2

meurs plus âgés.

Lors de la votation finale du 22 mars, le Conseil national a voté ces dispositions à l'unanimité par 142 voix et 54 abstentions et le Conseil des Etats par 39 voix contre 1 et 4 abstentions. La gauche s'est abstenue lors de cette votation. On ne sait pas encore si un référendum sera lancé contre cette réforme des prestations complémentaires.

Huile de palme issue d'Indonésie et de Malaisie sous les feux de la critique

Le Conseil national a adopté sans opposition une motion du Conseil des Etats qui demande que des dispositions concernant la production durable d'huile de palme soient prises. De plus, le Conseil fédéral doit pouvoir exclure des quotas d'huile de palme, si ceux-ci réduisent la production indigène d'oléagineux. Deux initiatives cantonales ont demandé d'exclure l'huile de palme des contrats avec la Malaisie et l'Indonésie, mais n'ont malheureusement pas eu de succès. La Suisse négocie depuis 2014 un contrat de libre-échange avec la Malaisie. L'huile de palme, le bien d'exportation le plus important de ce pays, représente le point sensible des négociations. Pendant

longtemps, les paysans, les Verts, le PS, le PEV, les défenseurs de l'environnement et les organisations d'aide au développement ont lutté contre un accord avec cet état tropical. Il y a une année, ils demandaient d'exclure complètement l'huile de palme des négociations, car ils craignaient des désavantages économiques. Dans la mesure où la motion du Conseil des Etats protège la production d'huile indigène, les partis bourgeois étaient satisfaits. De notre point de vue, il est frustrant de voir que la protection de l'environnement et l'équité sont une fois de plus sacrifiées au bénéfice des propres intérêts.

Franchises des caisses maladie

L'augmentation des franchises des caisses maladie a pu être évitée. Ce fut une manœuvre de campagne électorale de différents partis. Mais dans la mesure où la maîtrise des coûts ne peut pas se faire uniquement du côté des assurés, nous sommes contents de ce résultat.

Rapport sur les technologies permettant la réduction du CO2

Le Conseil national a demandé un rapport au Conseil fédéral concernant les

technologies anti-pollution permettant de réduire le niveau de CO2 de l'atmosphère. Ce rapport doit examiner le rôle que pourrait avoir le captage, le stockage ou l'utilisation de CO2 sur la politique climatique en Suisse. Le Conseil national a adopté tacitement un postulat de la Conseillère nationale des Verts Adèle Thorens Goumaz (VD). Il n'est pas possible de passer outre le captage de CO2, si l'on souhaite limiter le réchauffement de la terre à 1,5 degré, a-t-elle argumenté. Le Conseil fédéral avait déjà déclaré être prêt à se pencher sur cette question.

Don d'ovocyte

Le Conseil national ne souhaite pas permettre le don d'ovocyte. Il s'est exprimé contre une motion de Rosmarie Quadranti (PBD/ZH). La décision a été prise par 108 voix contre 62 et 9 abstentions. Cela balaie la question. Une légalisation du don d'ovocyte avait également été demandée sans succès au cours de la session des jeunes. Nous espérons que cette décision demeurera encore longtemps telle quelle.

MARIANNE STREIFF
marianne.streiff@parl.ch

NIK GUGGER
niklaus-samuel.gugger@parl.ch

Le PEV dit OUI au compromis RFFA

Le système fiscal suisse actuel appliqué aux entreprises ne correspond plus aux standards internationaux de l'OCDE. Un Oui à la réforme fiscale pour l'AVS (RFFA) le 19 mai prochain éliminera définitivement les privilèges fiscaux qui ne sont plus acceptés internationalement. Parallèlement, l'AVS obtient un financement complémentaire urgentement nécessaire. C'est pourquoi le PEV accepte ce compromis, même s'il n'est pas enthousiaste.

Depuis 2017, la Suisse se trouve sur la „liste grise“ de l'UE. Si la population rejette cette réforme fiscale le 19 mai 2019, cela risquera non seulement de nuire à la réputation internationale de la Suisse, mais celle-ci risque également des sanctions de l'UE. Ces sanctions seraient justifiées, dans la mesure où le système fiscal en vigueur privilégie les sociétés à statut particulier (holdings, sociétés de domicile et sociétés mixtes dont les activités sont principalement basées à l'étranger). Celles-ci sont imposées de manière nettement plus basse que les personnes morales suisses. Cette inégalité de traitement doit être supprimée afin qu'à l'avenir toutes les personnes morales bénéficient des mêmes taux d'imposition. Le PEV est favorable à cela sans aucune réserve.

Marges de manœuvre cantonales

Cette adaptation conduit à des impôts plus élevés pour les sociétés à statut particulier. Afin d'empêcher que celles-ci ne quittent la Suisse les unes après les autres, les taux d'imposition cantonaux pour les personnes morales doivent être abaissés de manière globale. Afin d'accorder aux cantons la marge de manœuvre nécessaire pour baisser les taux d'imposition des entreprises, une part plus importante des impôts fédéraux directs doit à l'avenir revenir aux cantons. Ces modifications engendrent également de nombreuses adaptations en matière de péréquation financière, puisque la redéfinition des bases imposables conduira à des difficultés de paiement en faveur des cantons.

Garantir l'attractivité

Afin que la Suisse demeure fiscalement attractive dans le contexte international, il ne suffit pas de baisser les taux d'imposition, mais il est également nécessaire d'introduire de nouvelles réglementations fiscales spéciales. Le système de la « patent box » ainsi que les déductions supplémentaires pour les dépenses de R&D permettent aux cantons d'avoir une marge de manœuvre dans leur politique fiscale. Ces réglementations spéciales sont acceptées au niveau international.

Sensible amélioration

Contrairement à la réforme de l'imposition des entreprises III (RIE III) rejetée par le peuple, la controversée déduction d'intérêts pour le capital propre n'est pas incluse dans ce projet. De plus, ce projet propose également un relèvement de l'imposition des dividendes à 70% au niveau de la Confédération (auparavant 50%) et à au moins 50% au niveau des cantons (jusqu'ici sans minimum), ce qui conduit à une charge fiscale supplémentaire.

Lié à l'AVS

La Confédération estime que les pertes fiscales se monteront à env. 2 milliards. Suite au rejet de la RIE III, les vainqueurs de la votation avaient demandé une « compensation sociale » à ces pertes. Après d'âpres négociations au sein du Parlement, les Conseils se sont finalement mis d'accord pour assurer un financement supplémentaire de l'AVS à la hauteur des pertes fiscales, financé, tout au moins partiellement, par l'économie. Ainsi les



Une réponse à deux défis urgents

cotisations salariales pour l'AVS passeront de 8,4% à 8,7%.

Mise en œuvre dans les cantons

Du point de vue du PEV, les avantages de la réforme fiscale et de l'AVS l'emportent globalement sur les désavantages. La suppression des privilèges fiscaux et la transition vers une imposition plus juste au niveau international est notamment urgentement nécessaire. Par conséquent, la direction du

parti a décidé de dire oui à cette réforme. La mise en œuvre dans les cantons demeure le gros point d'interrogation. Ceux-ci se voient en effet obligés de baisser les impôts ce qui engendre des pertes fiscales. Cette législation d'application cantonale devra être évaluée de manière individuelle.

ROMAN RUTZ
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL PEV CH
roman.rutz@evppev.ch

LES ARGUMENTS PRO

1. La suppression des privilèges fiscaux est un pas vers une équité fiscale nationale et internationale.
2. Le dossier a été adapté suite au rejet de la RIE III. La suppression de la déduction d'intérêts et l'augmentation de l'imposition des dividendes sont de nettes améliorations du dossier.
3. Avec un non, certains cantons supprimeraient de leur propre chef leurs privilèges fiscaux et baisseraient leurs impôts. Sans adaptation de la péréquation financière, cela conduirait à des inégalités entre les cantons.
4. Depuis quelques années, l'AVS est dans les chifres rouges. Le financement supplémentaire est par conséquent urgentement nécessaire. Toutefois, des réformes de base en matière de prévoyance vieillesse doivent être faites. Cette réforme ne résout pas la question vitale de l'AVS.

ANNÉE ÉLECTORALE ET DE JUBILÉ - PAR PASSION POUR L'HUMAIN ET POUR L'ENVIRONNEMENT

A la mi-février, le PEV Suisse a, à l'occasion du lancement de son année électorale et du centenaire, présenté à Berne ses candidats principaux ainsi que ses thèmes centraux pour les élections fédérales prévues en automne : lutte conséquente contre la traite et l'exploitation des êtres humains, entrepreneuriat éthique, paix religieuse et politique générationnelle durable.



Images: Rebekka Kipfer

Lilian Studer, Roman Rutz, Roland Frauchiger, Marianne Streiff, Nik Gugger, François Bachmann et Elisabeth Augstburger

« De larges cercles de population désirent voir des actrices et des acteurs politiques qui s'orientent sur les valeurs », déclare une Marianne Streiff, Conseillère nationale et Présidente de parti, convaincue. La crédibilité, l'estime, la justice, la solidarité et la durabilité appartiennent à l'ADN distinctif du PEV. C'est pourquoi il s'engagera à l'avenir encore de manière responsable et fiable pour une politique qui s'oriente sur ces valeurs et qui traite de manière prioritaire les quatre thèmes suivants :

1. Lutte conséquente contre la traite et l'exploitation des êtres humains :

« En raison du faible nombre de procès, la traite d'êtres humains est en Suisse une activité à faible risque. Le commerce des êtres humains doit être, en Suisse, poursuivi de manière conséquente en tant que crime brutal » exige Lilian Studer, Députée au Grand conseil et candidate au conseil national du

PEV en Argovie.

2. Entrepreneuriat éthique : les entreprises ont également une responsabilité sociétale, en particulier lorsque l'état se heurte à ses limites. Comment réagissent-elles au défi croissant que représente la génération des 50+ ? Quels modèles de gestion innovateurs et créatifs développent-elles afin d'acquiescer de nouveaux marchés et d'intégrer en même temps les personnes socialement faibles et les plus âgées ? « L'état doit, dans ce domaine, motiver et créer des incitations durables », demande le Conseiller national et candidat au Conseil des Etats zurichois Nik Gugger. « Nous devons nous engager afin qu'aucune contrainte inutile ne pèse sur les PME et afin que les administrations contribuent à assurer des processus plus simples et moins bureaucratiques », complète le député au Grand conseil argovien Roland Frauchiger, co-président et candidat au Conseil des Etats du PEV Argovie.

3. Paix des religions :

Grâce à une charte des religions en préparation, le PEV souhaite répondre de manière concrète aux défis représentés par la multitude des religions et des cultures qui sont, en Suisse également, une réalité. « Cette charte est basée sur le respect de l'autre, la dignité humaine, la transparence des structures et la liberté de conscience », explique François Bachmann, vice-président du PEV Suisse et candidat au Conseil national du PEV Vaud.

4. Politique générationnelle juste :

Actuellement, quatre générations revendiquent leur place dans notre société. Des solutions réalistes et durables sont requises notamment en ce qui concerne la justice générationnelle en matière de prévoyance vieillesse ou encore de modèles modulables en matière d'habitat et de soins pour les aînés. De plus, le PEV demande le développement à large échelle des soins palliatifs en tant

qu'alternative digne à l'aide au suicide. « Le PEV s'engage pour que les quatre générations puissent vivre dans des conditions dignes, justes et durables. Une politique générationnelle juste est indispensable rapidement ! », déclare Elisabeth Augstburger, candidate au Conseil national du PEV Bâle-Campagne.

DIRK MEISEL, CHARGÉ DE COMMUNICATION PEV CH

dirk.meisel@evppev.ch

IMPRESSUM

Accents : bulletin d'information du Parti Evangélique Suisse (PEV)
16^{ème} année, numéro 1, 2019
Paraît deux fois par an.

Editeur : Parti Evangélique Suisse (PEV)
Case postale, Nägelligasse 9, 3001 Berne, tél. 031 351 71 71 info@evppev.ch
www.evppev.ch / CCP 80-38232-2

Rédaction, gestion des adresses et des abonnements : Parti Evangélique Suisse (PEV)
Philippe Siraut, philippe.siraut@evppev.ch

ClimatePartner[®]
climatiqument neutre

Impression | ID: 53458-1410-1071